

PIÈCE N°1. AVIS D'APPEL D'OFFRES (AAO)

AVIS D'APPEL D'OFFRES

*Avis d'Appel d'Offres National Ouvert N°01/AONO/ANTIC/DG/CIPM/2025 du 09 mai 2025,
pour le renouvellement du Support CoCCA pour la Plateforme de Gestion du « .cm », exercice
2025*

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de la Gouvernance de l'Internet, le Directeur Général de l'ANTIC lance un Appel d'Offres National Ouvert pour le renouvellement du support CoCCA pour la plateforme de gestion du « .cm », *exercice 2025.*

2. Consistance des prestations

Les prestations objet de la présente consultation comprennent : le renouvellement d'un support technique d'une durée de trois (03) ans pour l'exploitation de la plateforme de gestion des noms de domaine CoCCA.

N°	Produit	Quantité	Caractéristiques
1	Support CoCCA	01	<ul style="list-style-type: none">▪ Version récente de la plateforme ;▪ Support technique d'une durée de 03 ans.
Total		01	

3. Tranches /Allotissement

Non applicable.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de : *quarante millions (40 000 000) Francs CFA TTC.*

5. Délai prévisionnel et lieu de livraison

Le délai maximum prévu par le Maître d'ouvrage pour la livraison des fournitures objet du présent Appel d'Offres est de *quatre-vingt-dix (90) jours calendaires.*

Ce délai court à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de démarrer l'exécution des prestations.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à égalité de conditions aux sociétés et entreprises de droit camerounais, ayant une expérience avérée dans le domaine des prestations similaires.

Par le présent Avis d'Appel d'Offres, les entreprises intéressées sont invitées à fournir dans leurs offres, les informations **authentiques** qui permettront de retenir celle pouvant réaliser les prestations après une évaluation approfondie et objective de son dossier.

7. Financement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le budget de l'ANTIC, de l'exercice 2025, sur la ligne d'imputation budgétaire **235 200.**

**« Avis d'Appel d'Offres National Ouvert N°01/AONO/ANTIC/DG/CIPM/2025 du 09 mai 2025,
pour le renouvellement du Support CoCCA pour la Plateforme de Gestion du « .cm », exercice
2025**

"A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement"

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière. Les formats acceptés sont les suivants :
 - Format PDF pour les documents textuels ;
 - JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires,
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt.
- Les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière de première catégorie agréée par le Ministre en charge des Finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics, accompagné du récépissé de consignation, conformément aux dispositions de la lettre-Circulaire N°000019/LC/MINMAP du 05 juin 2024, relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de restitution et de déconsignation des cautionnements sur les Marchés Publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

15.2. Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront sur :

N°	Désignation	Sous-critères (Oui/non)
1	la présentation générale de l'Offre	
2	les références du soumissionnaire dans le domaine similaire	
3	le délai de garantie	
4	le calendrier de livraison (planning et calendrier de réalisation des services connexes)	
5	la preuve d'acceptation des conditions du marché	
6	le service après-vente (disponibilité des pièces de rechange, atelier de réparation, personnel technique) ;	
7	la qualification et Expérience du personnel	
8	Qualité et conformité des fournitures proposées aux spécifications techniques.	

NB :

- *Le système de notation est binaire (oui ou non) ;*
- *Le candidat doit saisir 7 des critères essentiels sur les 8 pour être admis à l'analyse financière de son offre ;*
- *Le critère 8 (Qualité et conformité des fournitures proposées aux spécifications techniques), ne sera validé que si 100% des sous-critères y relatifs sont validés ;*
- *L'élimination d'une offre pour non-conformité aux prescriptions du DAO ne doit s'appuyer que sur des critères contenus dans le RPAO dont les dispositions priment sur celle des autres pièces.*

16. Attribution

Le Maître d’Ouvrage ou le Maître d’Ouvrage Délégué attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l’offre est évaluée la **moins-disante**.

17. Nombre maximum de lots

Non applicable.

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant **90 jours** à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction Générale de l'ANTIC, (Direction des Affaires Générales) sise à Ekoudou Bastos-Yaoundé face Haut – Commissariat du Canada, BP : 6170, Tél : 694 40 58 68, ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

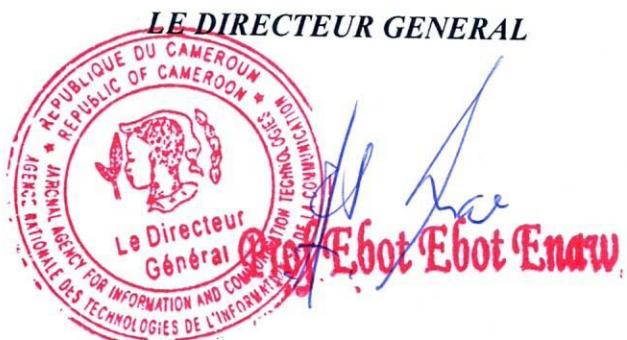
20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 205 725 et 699 370 748, l'ARMP au numéro ou le Maître d'Ouvrage/Maître d'Ouvrage Délégué au numéro.

Fait à Yaoundé le 09 MAI 2025

Copies :

- Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) ;
- ARMP ;
- Maître d'Ouvrage ou MOD concerné, le cas échéant ;
- Président CIPM concerné
- Présidents de CCCM, le cas échéant ;
- Affichage chrono



DOCUMENT No 1. INVITATION TO TENDER (ITT)

8. Method of Submission

The method of submission retained for the Consultation shall be *online exclusively*.

9. Bid Bond

Each tenderer shall attach to his/her administrative documents a Bid Bond, discharged by hand and issued by an organisation or financial institution approved by the Ministry of Finance to issue bonds in the field of Public Contracts and listed in Document No 14 of the Tender documents, of an amount of **CFA francs 800,000 (eight hundred thousand)**, established in accordance with Circular-Letter No 000019/LC/MINMAP of 5 June 2024, relating to the “conditions for establishing, issuing, keeping, refunding, and discharging Bid bonds for Public contracts and valid for up to 30 (thirty) days from the deadline of the validity of the offers.

Failure to provide a bid bond issued by a first-class bank or financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue bonds in connection with public contracts shall result in the outright rejection of the Tender.

Any Bid Bond issued but not related to the Tender concerned, shall be considered to be non-existent.

The Bid Bond presented by the tenderer during the bid opening session shall be rejected.

10. Consultation of Tender Documents

The hard copy of the Tender documents can be consulted free of charge at ANTIC's Head Office, Department of General Affairs/Contracts Service at Ekoudou - Bastos, Yaounde, opposite the Canadian High Commission, PO Box: 6170 Yaounde, Phone: 694 405 868 upon the publication of this Notice.

It can equally be consulted online on the COLEPS platform at the following address <https://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on ARMP's website (www.armp.cm).

11. Acquisition of Tender File

The hard copy of the Tender document can be obtained at ANTIC's Head Office, Department of General Affairs/Contracts Service at Ekoudou - Bastos, Yaounde opposite the Canadian High Commission, P.O. Box: 6170, Phone: 694 405 868 upon publication of this Tender and payment of a non-refundable sum of **CFA Francs 50,000 (fifty thousand) representing the purchase cost of the Invitation to Tender payable into a BICEC account named: “Special Account: CAS-ARMP.”** This payment receipt shall identify the service provider willing to participate in the offer.

It is also possible to obtain the electronic version of the Tender by downloading it free of charge at the address indicated above. However, submitting the Tender physically or electronically is subject to payment of the Tender purchase fee.

12. Submissions of Bids

Each bid shall be drafted in French and English and shall be submitted by the tenderer on the COLEPS platform latest on **19th june 2025 at 1:00 pm**. A backup copy of the Tender saved in a USB key or CD/DVD must be sent in a sealed envelope with a clear and legible mention “backup copy” with the label mentioned below within the set deadline.

“Open National Invitation to Tender No01/AONO/ANTIC/DG/CIPM/2025 of 9th may 2025, for the renewal of the CoCCA Support for the “.cm” management platform 2025 Financial Year.

“To be opened only during the bid-opening session”

Under pain of rejection, the required administrative documents shall be provided in originals or certified-true copies only by the issuing Service or competent authority, in accordance with the Special Tender Conditions. They shall neither be older than **3 (three) months** by the date of submission of the bids nor have been established prior to the date of signing of the Invitation to Tender.

In the event of non-compliance or absence of a document in the administrative file during the bids opening session, and after the forty-eight hours deadline granted by the Tender Board, the bid shall be rejected.

15.1 Disqualifying Criteria

This include:

- a- Failure to provide a bid bond during the bid opening session, issued by a first-class financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue bonds within the context of public contracts;
- b- Failure to produce a document in the administrative file, after a deadline of 48 hours, following the opening of bids, deemed non-compliant or missing (excluding the bid bond);
- c- false declaration, fraudulent practices, or forged documents;
- d- Failure to meet at least 7 out of 8 essential criteria;
- e- Failure to provide a brochure, catalogue, drawing or technical sheet produced by the manufacturer;
- f- Failure to provide a certificate of financial capacity issued by a first-class banking institution approved by the Ministry of Finance in the amount of **CFA francs 25,000,000 (twenty-five million)**;
- g- Failure to provide a quantified unit price in the financial offer;
- h- Failure to provide Charter to integrity;
- i- Failure to provide a sworn declaration of commitment to comply with environmental and social clauses;
- j- Failure to provide a sworn statement that the works have not been abandoned in the last three (3) years ;
- k- Failure to comply with a model or form of the documents provided for in the Tender;
- l- Failure to comply with the file format of the offers;
- m- Failure to provide a backup copy to offers.

20. Fight against Corruption and Misconduct

For any information concerning corrupt practices, mismanagement, or fraud, please call CONAC on the toll-free number: 1517, Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) the following numbers: (+237) 673 205 725 and 699 370 748, call the Public Contracts Regulatory Agency or the Project Owner/Project Owner Representative at the following

Done in Yaounde on

09 MAI 2025

THE DIRECTOR GENERAL



J M N

Project Efoot Efoot Enaw

Cc:

- Authority in charge of Public Contracts (MINMAP);
- ARMP;
- Project Owner or Representative concerned, where applicable;
- Chairperson Internal Tenders Board concerned
- Chairperson of CCCM, where applicable;
- Noticeboard